Russel Bouchard

citoyen libre et historien professionnel, Chicoutimi, Ville de Saguenay (1948 -)

(2006)

“Le Saguenay-Lac-Saint-Jean,
une région à monopoles.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel : jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique : "Les classiques des sciences sociales"

Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Russel Bouchard (1948 -)

"Le Saguenay-Lac-Saint-Jean, une région à monopoles".

Conférence prononcée le 6 octobre 2006 à l'Hôtel Le Montagnais, à 10h. 45 devant les membres de l'Ordre des Évaluateurs Agréés du Québec qui tient congrès.

Russel Bouchard, historien, nous a accordé le 6 octobre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement le texte intégral de cette conférence.

Courriel : rbouchard9@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte : Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 6 octobre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction (propos éditorial)

Montréal et « ses » colonies périphériques, une vieille plaie qui est en train de se gangrener

1. [La chasse-gardée des Kakouchaks](#) (1560-1652).
2. [Le monopole des fourrures](#) (1652-1842).
3. [Le monopole du bois succède au monopole des fourrures](#) (1842-1896).
4. [Le monopole de l'électricité s'ajoute au monopole du bois](#) (1896-1963).
5. [Les régions ressources au service de Montréal](#) : le rapport HMR (1970-2006).
6. [Le cas de l'effondrement de l'industrie forestière](#).

Conclusion

Russel Bouchard (1948 -)

“Le Saguenay-Lac-Saint-Jean, une région à monopoles”.

Conférence prononcée le 6 octobre 2006 à l'Hôtel Le Montagnais, à 10h. 45 devant les membres de l'Ordre des Évaluateurs Agréés du Québec qui tient congrès.

Introduction

*Montréal et « ses » colonies périphériques,
une vieille plaie qui est en train de se gangrener*

(propos éditorial)

[Retour à la table des matières](#)

Vous entendez souvent, et de plus en plus, parler de la colère montante des régions ressources à l'endroit de Montréal. Les exemples ne manquent pas. La semaine dernière, 24 septembre, à Télé-Québec (à l'émission « Il va y avoir du sport »), Marie-France Bazeau animait un débat qui posait la question : « *Faut-il fermer les régions ?* », ce qui, encore une fois a soulevé l'ire des régionaux qui n'en reviennent toujours pas de ce mépris pratiqué par Montréal à leur endroit. Au cours de cette émission d'information spectacle, un invité et pas des moindres, Gérard Beaudet, professeur d'urbanisme et intello de service rattaché à l'Université de Montréal, a fait le délice de l'assistance — montréalaise — en soutenant que la nationalisation de l'électricité, dé-

but 1963, « *fut un cadeau du ciel pour les régionaux* » et que « *ce n'est pas le rôle de l'État de sauver les régions* »¹ (sic !).

Autre exemple tout à fait récent et non moins étonnant, arrivé dans les suites de l'effondrement du viaduc de Laval, samedi 30 septembre. Frénétiques comme toujours et rapides pour sauter aux conclusions oiseuses, des journalistes de Montréal se sont employés à reprocher au premier ministre Charest d'investir dans des routes comme la 175 et celle de la Basse-Côte-Nord, plutôt que de consacrer cet argent au réseau montréalais ? Le premier ministre a répondu, à son corps défendant, que les sommes allouées avaient doublé pour les nouveaux projets depuis son arrivée à la tête de l'État québécois, de même que pour l'entretien du réseau. Et une journaliste de dire qu'il y aurait peut-être lieu de revoir la manière de répartir l'argent !!! Dans les jours qui ont suivi cet effroyable drame, cette sorte de discours antirégionalistes n'a eu de cesse de se répandre sur les ondes montréalaises qui enterrent, de tout leur poids et de toute leur arrogance celles du Québec profond. De Montréal à Kujuak, veux veux pas, on vit à l'heure de Montréal... de Montréal et de ses « colonies périphériques » qui n'ont pas le choix de s'intéresser à ses petits problèmes domestiques.

Personnalité régionale présente au Congrès de la FQM (Fédération québécoise des Municipalités) tenue la semaine dernière dans la Capitale, le président de la FQM, M. Bernard Généreux, maire de Saint-Prime qui se fait plutôt la voix des MRC excentriques, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère en rappelant à son interlocutrice, la ministre des Affaires municipales du Québec, Mme Nathalie Normandeau, l'état lamentable dans lequel se trouve les régions ressources du Québec : « *On est en mode angoisse. Quand les gens voient les pancartes à vendre dans les villages, ils se disent : il se passe quelque chose* »².

Confronté à l'effondrement de notre économie et déplorant le laxisme du gouvernement Charest à l'endroit des régions en déclin, M.

¹ Bertrand Tremblay, « Télé-Québec aime provoquer les régions », *Le Quotidien*, 2 octobre 2006, p. 11. Denis Trottier, « Montréal ne peut survivre sans l'apport des régions », *Le Quotidien*, 2 octobre 2006, p. 12.

² Annie Fernandez, « "On est en mode angoisse" - Bernard Généreux », *Journal de Québec*, 29 sept. 2006, p. 10.

Généreux, dont la sympathie à l'égard des péquistes est bien connue, exige aujourd'hui une décentralisation des pouvoirs au profit des régions agonisantes (286 000 de population en 1996, 274 000 en 2006 ³). Depuis « *la grand'messe* » du Forum des générations à l'automne 2004, rechigne-t-il, le dossier de la décentralisation « *n'a à peu près pas avancé* ». L'heure est grave ! « *Il y a urgence* » de remettre aux régions, plus précisément aux Municipalités régionales de comté (MRC), les responsabilités et les leviers financiers qui s'y rattachent pour assurer leur avenir. Ce ne sont pas des programmes nationaux « *mur à mur* », dit-il encore, qui permettront aux régions de retrouver une vitalité nouvelle, mais bien leur capacité d'agir par elles-mêmes sur leur développement. Au nom de la FQM, M. Généreux exige, rien de moins, que le gouvernement cède aux MRC des pouvoirs accrus en regard de l'exploitation des ressources naturelles, de l'aménagement du territoire, de la gestion du réseau routier régional, du transport collectif, des équipements scolaires, des tribunaux municipaux, du développement économique et des équipements touristiques, de loisir et de culture. ⁴

Est-ce que cette situation déplorable et fort inquiétante est structurelle ou conjoncturelle ? Est-elle le fruit d'une mauvaise politique récente qui, comme semble l'indiquer M. Généreux, serait imputable au dernier gouvernement libéral de Jean Charest, en poste depuis à peine deux ans ? Où est-ce là le fruit d'une aliénation historique qui est en train de connaître son dénouement ? M. Généreux, qui accorde son appui inconditionnel au coup de tocsin sonné par Lucien Bouchard l'automne dernier (sonné pour tromper l'histoire après avoir trompé le peuple), à la tête du groupe des nouveaux « Lucides » du Québec M. Généreux est-il pessimiste ou réaliste ?

³ Statistique Canada.

Le Saguenay, selon le Ministère des Affaires Municipales et des Régions, compte, pour sa part, 146 332 personnes en 2006. Selon *Statistique Canada*, ce profil diffère légèrement : selon le territoire géographique de la Région Métropolitaine de Recensement de Saguenay (RMR) incluant les municipalités de Larouche, St-Honoré et St-Fulgence, le Saguenay en comptait 153 000 en 2005.

⁴ Martin Ouellet, « Selon Bernard Généreux les régions se sentent « abandonnées », *Le Quotidien*, 27 sept. 2006.

Comment se fait-il que nous en soyons rendus là ? D'où cela vient-il ? S'agit-il d'un vieux problème en latence ou d'une nouveauté issue de la mondialisation et de la résurgence du néolibéralisme ? Pas facile d'expliquer en trois quarts d'heure ce qui a pris cinq siècles à se construire...

1- La chasse-gardée des Kakouchaks (1560-1652).

Improvisation

2- Le monopole des fourrures (1652-1842).

Improvisation

3- Le monopole du bois succède au monopole des fourrures (1842-1896).

Improvisation

4- Le monopole de l'électricité s'ajoute au monopole du bois (1896-1963).

[Retour à la table des matières](#)

Les vrais maîtres du Saguenay : Alcan, Price, Hydro-Québec. Dubuc et les Canadiens français n'ont été qu'une parenthèse dans cette histoire ; cette histoire a commencé en 1896 et s'est terminée en 1927,

lors de la démolition de la pulperie de Péribonka, dernière à avoir passé aux mains des Price.

Vente des forces hydrauliques du Saguenay et du lac Saint-Jean :

19 déc. 1895, Chute des Îles, rivière Chicoutimi, à Dubuc,	pour 50\$;
19 mai 1897, Chute des Îlots, rivière Chicoutimi, à Compagnie Électrique de Chicoutimi,	pour 1,090\$;
21 déc. 1899, Chute à Caron et r. Shipshaw, à T.H. Wilson,	pour 3,000\$;
22 juin 1900, Chute à Caron au canton Taché, à B.A. Scott,	pour 6,000\$;
22 juin 1900, Grande Décharge à Chute à Caron, à L.T. Haggin,	pour 9 000\$
Total, 18,000\$, pour environ 2 500 MW	

13 mars 1900, rivière Métabetchouane,	3,000\$;
27 mars 1900, rivière Péribonka,	150\$;
20 juillet 1900, rivière Métabetchouane,	50\$;
7 décembre 1900, rivière au Sable,	650\$, et 50\$
2 mars 1901, rivière Chicoutimi,	1,500\$
23 mars 1901, rivière Péribonka,	400\$;
etc...	

TOUT ÇA ! Dans le plus grand mépris des Métis et de l'ensemble de la population régionale qui sont, eux aussi, des propriétaires naturels de ce patrimoine industriel et environnemental !...

Quand on considère que la centrale de Shipshaw no IV permettra à l'Hydro-Québec et à l'État québécois d'en tirer d'énormes profits d'année en année et *ad vitam aeternam*, et que cette récupération d'un autre moyen de production du Saguenay–Lac-Saint-Jean n'aura, pour ainsi dire, aucune répercussion sur le facteur de l'emploi et des avan-

tages tarifaires consentis à la petite et moyenne entreprise régionale ; quand on considère ces piètres retombées ⁵ ; et quand on considère tout ce qu'il nous en coûtera en perte de qualité de vie et de dégradation environnementale, cela n'a rien d'une « réussite » et d'une « contribution remarquable » comme l'ont soutenu certains chroniqueurs de la droite néolibérale ⁶ et on est en droit de comprendre que le gouvernement du Québec ment quand il clame qu'il est l'auteur d'une politique de décentralisation visant à favoriser l'économie des régions ressources en difficulté.

Et ce brigandage de cette ressource naturelle majeure, par l'Alcan, Abitibi-Consolidated et l'État québécois par le biais l'Hydro-Québec, ne date pas d'aujourd'hui. Loin de là ! Lorsque le gouvernement du Québec a nationalisé l'hydro-électricité, les forces hydrauliques du Saguenay—Lac-Saint-Jean étaient divisées comme suit : l'Alcan détenait 2 350 MW de capacité installée (94%) ; Price, 156 MW (5%), et les municipalités comme La Baie, Jonquière et Petit-Saguenay, moins de 100 MW (1%). L'État a permis à l'Alcan et à Price (qui est devenu ACI) de conserver leurs pleins pouvoirs sans aucune garanti d'emplois, et a donné le reste (1%), c'est-à-dire ce qui appartenait à la population régionale, à l'Hydro-Québec, qui est dès lors devenu le troisième monopole à s'approprier les ressources du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Aujourd'hui, en 2006, avec l'ajout de la centrale de la rivière Mistassibi (propriété de l'Hydro-Québec et des Inutsh de Mashteuiatsh), les améliorations des centrales de l'Alcan et le potentiel ajouté de Péribonka IV, la capacité hydroélectrique du Saguenay—Lac-Saint-Jean

⁵ 345 M\$ de contrats de retombées lors des travaux, 56 M\$ pour la MRC Maria-Chapdelaine, étalés sur 50 ans, environ 300 000 \$ à Saint-Honoré pour le poste de relais construit dans ses limites et 30 000 \$ à Saguenay pour la ligne de transport. Cf., Michel Fortin, Bureau du maire, Ville de Saguenay. Marie-Claude Parent, « Compensation d'Hydro-Québec. La MRC répartit le pactole », *Le Quotidien*, 13 octobre 2004, p. 10.

⁶ Jacques Brassard, « Péribonka IV : une réussite boudée par les médias », *Le Quotidien*, 24 août 2005, p. 9.

atteint exactement 3 549,55 MW ⁷. Et le Saguenay–Lac-Saint-Jean, qui ne détient que 1,5% de ce pouvoir installé, n'en retire encore et toujours que les miettes, les désagréments auxquels s'ajoutent la menace de mort pesant lourdement sur nos têtes et les coûts à payer pour l'entretien des infrastructures régionales. C'est du reste dans ce contexte de spoliation de tous les leviers de développement de notre ville et de notre région que cette semaine, l'Alcan, a encore une fois tourné le dos à notre communauté dans le projet du quai Powell qu'elle devait donner à notre Ville et à notre région pour promouvoir notre économie en favorisant l'industrie touristique ; c'est dans ce contexte que l'Alcan, après avoir tout reçu, y compris la santé sinon la vie de nos pères qui ont travaillé pour enrichir le club de ses actionnaires ; c'est dans ce contexte de détournement perpétuel de nos ressources naturelles dis-je bien que l'Alcan exige maintenant qu'on lui paie... 5 M\$ pour un quai dont elle n'a plus besoin, après avoir réussi à obtenir un dégrèvement de taxes de 1,2 M\$ étalés sur les cinq prochaines années pour son usine de brasques !

Si la richesse consentie à quelques privilégiés de notre Monde est une création de la société et de l'humanité, comprenons que la pauvreté et la souffrance humaine sur lesquelles elle se construit immanquablement, en sont également le fruit pourri...

⁷ En 2006, l'affaire se lit à peu près comme suit : Alcan compte désormais sur une capacité installée de 2 923,65 MW (82,4%) ; Abitibi-Consolidated, 175,03 MW (4,9%) ; Hydro-Québec, avec Shipshaw IV, 385 MW (10,9%) ; les Il-nutsh, 12 MW (0,3%) ; et le reste, 63,87 MW (1,5%) à des intérêts locaux et régionaux, pour une somme de 3 549,55 MW.

5- Les régions ressources au service de Montréal : le rapport HMR (1970-2006).

« *Montréal alimente la colère des régions* », écrit Denis Bouchard dans la dernière édition du *Progrès-Dimanche* ⁸. *Le fossé qui sépare les régions du Québec des grands centres urbains continue de se creuser à une vitesse vertigineuse...* »

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi qu'en fait foi un mémoire rédigé par la section régionale (02) de l'Association des Économistes du Québec, les malaises dans lesquels s'enlisent les régions ressources de la nation en devenir ne sont que les premiers symptômes d'une décadence économique, sociale et démographique appelée à s'accélérer. Cette situation est redevable, pour un, à un déplacement de fond du pôle de production des ressources naturelles de l'Amérique du Nord au profit de l'Amérique Latine, de l'Afrique, de l'Australie, de l'ex-URSS et de la Chine, une réalité sur laquelle le Québec n'a pratiquement pas d'influence il faut dire ; elle est imputable, pour deux, à « une accélération du processus de polarisation des activités au sein de l'espace québécois avec Montréal comme pôle de concentration des hommes, des ressources, de l'équipement et des circuits de connectivités », une suite prévisible du « Plan » amorcé en fonction de l'idéal souverainiste ; et elle est vouée, pour trois, à une « tertiarisation » accentuée de notre économie, le contraire du bon sens. ⁹

⁸ Denis Bouchard, « Montréal alimente la colère des régions », *Progrès-Dimanche*, 1er octobre 2006, p. A10.

⁹ « L'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean et le potentiel en ressources du Moyen-Nord », Mémoire de l'Association des Économistes du Québec, Section Saguenay-Lac-Saint-Jean déposé lors du Colloque portant sur « Les contraintes au développement du Moyen-Nord québécois » tenu à l'Université du Québec à Chicoutimi les 12, 13 et 14 octobre 1978, Cahiers de l'ACFAS, no 1, 1979, p. 47-58.

Conséquences directes de cette mutation économique et de ce « conditionnement idéologique » suicidaire, poursuivent les observateurs, nous assistons : 1- à une accélération des disparités sectorielles et régionales ; 2- à un déplacement de la population active du Québec ressources vers la zone métropolitaine « *devenue lieu de polarisation du chômage « urbanisé » au Québec* » ; 3- à un affaiblissement de la part relative des secteurs primaire et manufacturier conjugué au déclin des zones périphériques (en même temps que le pôle de croissance de Montréal subit « *l'effet d'entonnoir* ») ; 4- et à un déplacement du « *centre de gravité de l'économie vers Toronto* »¹⁰.

Autrement dit : comme un pôle n'existe qu'en fonction de sa périphérie, en pillant ses ressources naturelles de la sorte sans se préoccuper du fossé qu'il creuse entre la métropole et le reste de son territoire, le Québec se tisse hardiment une corde pour se pendre. Il adopte le modèle qui a fait du Sud l'esclave du Nord. Il s'enlignait tout droit vers sa tiersmondisation, ultime conséquence d'un mauvais choix de société, un choix imaginé : (1) par le ministère fédéral de l'Expansion économique régionale (MEER)¹¹ ; (2) adopté tel quel par le gouverne-

¹⁰ Ibid.

¹¹ Témoin, ce sidérant extrait des orientations et objectifs proposés dans le rapport H.M.R. : « On nous a demandé de définir les grandes orientations que devrait prendre le développement régional du Québec dans les années soixante-dix. [...] Nos options consistent : à favoriser l'expansion de Montréal ; à stimuler les activités de développement ; à renforcer la position concurrentielle de Montréal sur les marchés internationaux et canadiens ; [...] Il n'y a rien de répréhensible à supprimer la pauvreté et le chômage dans une région peu développée en attirant la population dans une ville dynamique ; l'essentiel des progrès passés s'est effectué précisément ainsi. Mais si tel est notre but, il faut être clair à ce propos et s'assurer que cela s'effectuera à une échelle suffisamment élevée pour éviter d'accroître la misère de ceux qui restent. Nous sommes confrontés une fois de plus avec le problème des seuils. » Cf., B. Higgins, F. Martin & A. Raynald, Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec, Rapport soumis au ministère de l'Expansion économique régionale, Ottawa, 1970, p. 145, 152.

ment libéral de Robert Bourassa ¹² ; (3) récupéré par le Parti québécois de René Lévesque qui en a fait les solives de son programme électoral ¹³ ; (4) et activé par ce dernier dans une dynamique nationale, lors de son arrivée au pouvoir, en 1976, comme en font foi la réorganisation du ministère de l'Énergie et des Ressources et la politique du développement du Moyen-Nord, cette dernière étant appelée à prendre de l'ampleur à l'aube de la décennie quatre-vingt.

Dans cette manière de penser l'avenir du Québec et l'usage de ses principales ressources naturelles, la forêt, l'eau et les humains qui y vivent, on ne parle donc pas de complot, mais de consensus des forces actives de la nation. Pour des considérations historiques, géographi-

¹² Témoin, une allocution du ministre des Finances, Raymond Garneau, prononcée à l'occasion du « Symposium sur l'avenir économique de Montréal » organisé le 14 septembre 1971 par le Montreal Board of Trade et par la Chambre de commerce du district de Montréal, une homélie qui deviendra, depuis lors, le credo du Parti libéral du Québec : « *Je suis très heureux d'être avec vous pour... vous indiquer la volonté ferme du gouvernement du Québec de mettre tout en oeuvre pour que Montréal grandisse au rythme des grandes métropoles du monde... Il faudra aussi, à mon avis, dépasser ce vieux débat qui revient quelquefois à la surface, et qui consiste à parler du « monstre montréalais » et du désert québécois. Il n'y a pas de « monstre montréalais » ; il y a une région métropolitaine qui doit se développer rapidement pour être l'interlocuteur des grands centres urbains de l'Amérique du Nord...* ». Cf., Jacques Léveillé, *Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise, 1945-1975*, Collection Études en science politique, Société canadienne de Science politique, 1978, p. 425.

¹³ Témoin, cet extrait du programme national, publié en 1970 par le Parti québécois dans *La Solution*, p. 35-36 : « L'une des premières et les plus urgentes missions de l'Office du Plan sera de préparer un plan complet d'aménagement, d'équipement et de développement régional : [...] Tout cela doit être conçu dans l'optique d'une urbanisation presque intégrale de la population et tenir compte des constatations suivantes : La population rurale ou semi-rurale est appelée à disparaître. [...] La population, dans son ensemble, consomme déjà plus de services que de produits. [...] Alors que la consommation de produits peut se faire en n'importe quel point du territoire, la consommation du service diversifié ne peut se faire qu'à un certain nombre d'endroits. Il faut donc combiner cette constatation avec celle de l'urbanisation presque intégrale et baser le développement urbain essentiellement sur des villes-métropoles. »

ques, politiques et idéologiques, on comprendra dès lors que le Saguenay–Lac-Saint-Jean n'avait ni la capacité de refuser ce programme, ni les outils lui permettant d'échapper à cette mouvance sociale fatale, ni, d'ailleurs, la volonté des élites en place de s'objecter, au prix de l'effort et du renoncement, à cette course à la mort. ¹⁴

Tout récemment, en prévision de la campagne électorale devant le hisser à la tête du Parlement du Québec, l'aspirant premier ministre Jean Charest, sans aucune hésitation, prônait, rien de moins, une « *révolution des régions* ». Le Parti libéral, clamait-il alors, « *prend l'engagement solennel d'accorder une priorité absolue au développement des régions et des milieux ruraux du Québec* ». Le 29 mai 2001, devant ses militants réunis en conseil général à Mont-Tremblay, il signait, avec sa future ministre Nathalie Normandeau, une déclaration solennelle à l'effet que « *L'avenir du Québec passe par les régions* » et promettait, une fois élu, que lui et son gouvernement allaient tirer profit de la « *révolution des régions* ». C'était alors pour lui une question de « *justice sociale* » et une « *politique au sens noble du terme* » ¹⁵. On a vu ce que cela a donné !

De deux choses l'une : soit M. Charest et sa future ministre étaient loin de se douter dans quelle galère ils s'embarquaient en promettant cela ; soit ils savaient l'un et l'autre qu'ils se liaient envers l'impossibilité de livrer la marchandise et qu'ils n'avaient aucunement l'intention de tenir leurs promesses. Dans les deux cas, le résultat ne pouvait être autrement que ce que nous vivons aujourd'hui : l'effondrement du Québec, à commencer par celui des régions du Québec qui s'est emballé au lieu de s'atténuer. Car, au rythme où vont les choses et à la vitesse qu'a prise le « *train sans conducteur* » de la dépopulation des régions pour reprendre les termes du sociologue et ami Charles Côté, qui a pourtant commencé à sonner le tocsin en 1986 dans un mémoire présenté à la Commission sur l'avenir du Québec ; à la vitesse où file ce train, la MRC du Fjord-du-Saguenay a vu et verra passer son poids relatif de 2,7% qu'il était en 1980, à 2,4% (2006) puis à 1,5% en

¹⁴ Russel Bouchard, *Annales de l'industrie forestière au Saguenay–Lac-Saint-Jean (1945-2000)*, Chicoutimi, 2004, pp. 322-324.

¹⁵ François Bourque, « Les libéraux prônent une « révolution des régions », *Le Journal de Québec*, 29 mai 1901, p. 12.

2030 ¹⁶. Une catastrophe annoncée dont on ne peut encore imaginer toutes les conséquences.

En évitant d'adopter des politiques courageuses et éclairées pour corriger cette catastrophe prévisible quand il était encore temps, les gouvernements québécois qui se sont succédés depuis 1970 —je dis bien tous les gouvernements sans exception, de Bourassa à Charest, en passant par Johnson, Parizeau, Bouchard et Landry—, sont à blâmer et doivent être tenus responsable de cet état pitoyable du Québec. Par laxisme, lâcheté, incompétence ou malveillance, par le biais de politiques assassines et impropres à un État qui se veut et se dit moderne, ils ont fait comme si de rien n'était et ont plutôt tenté de réduire à l'impuissance les critiques qui les invitaient à modifier cette trajectoire. Au mépris de leurs devoirs les plus sacrés —le bien-être du peuple et l'avenir du Québec— ils ont contribué à élargir le fossé des inégalités inter-régionales ; ils ont créé la pauvreté dans les régions périphériques pour maintenir ailleurs une illusion de richesse ; ils ont favorisé l'exode des jeunes vers les grands centres ; et, cela étant, ils ont mortellement affaibli la structure de la société québécoise au point de la mettre en péril. Bref, ces gens, à qui nous avons accordé notre confiance, nos biens, notre avenir et nos vies, ont été les grands architectes de cet édifice québécois qui s'effondre sous nos regards dramatiquement impuissants.

Les analystes les plus compétents et les plus réputés en la matière confirment du reste ce résultat pitoyable. En effet, dans un bilan publié (en novembre 2003) par l'*Institut Fraser* et confirmé par la firme de courtage *Standard & Poor's* (novembre 2005 ¹⁷), cette politique insalubre est une production strictement « *made in Quebec* » et n'est que le résultat d'une mauvaise gestion de la richesse collective du Québec :

¹⁶ Charles Côté, « Le rapport de nécessité entre la croissance démographique des collectivités et le développement de leur économie / Le cas des MRC du Fjord et Ville Saguenay », in *Cahiers de développement régional*, Saguenay, mars 2006, tableau 1.

¹⁷ *Les Affaires*, 5 novembre 2005, p. 7.

« Des décennies de mauvaise politique gouvernementale ont laissé les Québécois et les Québécoises plus pauvres et avec un niveau de chômage plus élevé qu'il ne faut... La majorité des gens ne se rendent pas compte à quel point le Québec a en fait un mauvais rendement si on le compare à des juridictions similaires... Parmi les principales provinces industrielles et les États-Unis, le Québec possède de loin le pire dossier pour ce qui est de la création d'emplois et de richesse. » ¹⁸

Sans projet de société concret, c'est-à-dire sans un engagement à long terme de l'État, doublé d'une participation collective soutenue et encouragée pour permettre à l'ensemble de la société québécoise de participer à l'enrichissement collectif, il était impossible d'arriver à un autre résultat que cette désolation. Ces gouvernements, qui ont dirigé l'État du Québec comme on administre un marché public ou une usine de pneus, ont tout fait pour en arriver là : ils ont mis à contribution la richesse collective au profit de la Métropole ; ils ont dépouillé les régions du Québec des activités générées par le secteur public (diminution graduelle des salaires de l'État employeur, des entreprises de service de l'État et des transferts gouvernementaux aux plus démunis) ; et ils ont trompé la population en soutenant, contre toute vérité, que tout allait pour le mieux dans le pire des mondes, qu'il n'y avait pas de manque à gagner dans la péréquation entre les régions ressources et la Métropole (écoles, hôpitaux, services de l'État). Ce qui signifie, concrètement, qu'un retrait graduel de l'État dans ces transferts d'argent signifie que l'État contribue délibérément à accentuer les disparités régionales et, partant, à accélérer le sous-développement de ces régions...

Comme l'ont fait du reste (à Alma, le 12 septembre 2000) le vice-premier ministre Landry et le ministre senior Jacques Brassard à l'encontre des « *oiseaux de malheur qui annoncent le déclin des régions* », en soutenant contre toute vérité que « *le marché du travail [était] en progression, [que] le taux de chômage [avait] baissé de quatre points et [que] le taux d'activité [était] passé de 57 à 62 pour cent..* »

¹⁸ Institut Fraser, « *Quebec Prosperity, Taking the Next Step* », novembre 2003, 82 pages.

Il s'agissait alors, pour ces élus, de tenter de mettre un frein au questionnement populaire suscité par notre opposition au projet de traité de l'Approche commune, rendu public le 14 juillet précédent, et de limiter les effets de la tournée de la région que nous avons entreprise (les membres fondateurs de la Société du 14 Juillet 2000) pour stimuler la conscience populaire des régionaux. Et ce qu'évitaient de préciser les deux ministres en proférant leurs mensonges, c'est que l'amélioration du taux d'emploi, la diminution du chômage et le succès du taux de croissance n'étaient qu'une sordide manipulation de quelques chiffres sortis hors contexte, et que cette situation —momentanée— était due, en fait, à la construction de la nouvelle aluminerie d'Alma. —Comme dans le cas actuel de la construction de la centrale hydroélectrique de Shipshaw IV, un leurre de prospérité !!!

« La tournée ministérielle du gouvernement du Québec dans la région a débuté par une série de règlements de compte, hier matin, alors que le vice-premier ministre, Bernard Landry et Jacques Brassard, ont dirigé une rafale contre des éditorialistes, l'étude Moussaly et les oiseaux de malheur qui annoncent le déclin du Saguenay–Lac-Saint-Jean... Le député Jacques Brassard, ministre des Ressources-naturelles, a lui-même donné le ton à la rencontre de presse en annonçant que les élus présents allaient rétablir certains faits entretenus par un discours misérabiliste et apocalyptique. Le ministre Brassard a invité les critiques à consulter le dernier bulletin sur la main-d'oeuvre. Le marché du travail est en progression, le taux de chômage a baissé de quatre points et le taux d'activité est passé de 57 à 62 pour cent... Bernard Landry veut qu'on cesse de faire croire que le Saguenay–Lac-Saint-Jean est la quatorzième région du Québec en terme de développement de l'emploi alors qu'elle est la deuxième. » ¹⁹

6- Le cas de l'effondrement de l'industrie forestière.

[Retour à la table des matières](#)

On a pillé, comme toujours, sans se soucier de ceux qu'on pille. Et le résultat ne peut être autrement que ce que l'on voit actuellement,

¹⁹ Denis Bouchard, « Landry règle ses comptes avec les oiseaux de malheur », *Le Quotidien*, 12 septembre 2000.

que ce que dénonce ces jours-ci, bien timidement et bien tardivement, M. Généreux, devant une ministre (Mme Normandeau) qui se dit ne pas être en mode « *confrontation* » !

« C'est tout à fait légitime de critiquer les actions du gouvernement. Cependant, nous, nous sommes en mode action. Nous pouvons faire des bilans sombres, pessimistes, et alarmistes ou travailler ensemble, comme nous l'avons fait avec notre pacte fiscal. Cher Bernard, jamais tu ne trouveras en moi une personne de confrontation » ²⁰

Ridicule !!! Compte tenu de la précarité du moment et de l'imminence du point d'impact de la catastrophe, on pourrait parler d'une naïveté angélique de la part de la ministre des Affaires municipales du Québec...

Et le gouvernement Charest n'est pas le seul à devoir porter le blâme de la désintégration des régions du Québec. On se rappellera qu'en janvier 2001, le « lucide » Lucien Bouchard ²¹, pourtant un Saguenéen d'origine, a été le maître d'oeuvre dans le programme d'aide financière de 38 M\$ au Jardin Zoologique de Québec, pour qu'il puisse se refaire une jeunesse sur le dos du jardin zoologique de Saint-Félicien. On se rappellera également que c'est encore lui, aidé de son successeur, M. Bernard Landry et le fonds de la SGF Minéral, qui, toujours en janvier 2001, ont volé au Saguenay, pour en faire profiter Montréal, l'usine norvégienne de pièces automobiles en aluminium Raufoss (60 emplois hautement qualifiés) ²². Ce qui n'a pas empêché M. Landry de déclarer en entrevue cette semaine, comme si de rien n'était, comme s'il était tout à fait étranger à notre effondrement, qu'il faut « être favorable au développement des régions plutôt qu'à l'expor-

²⁰ Annie Fernandez, *op. cit.*, *Journal de Québec*, 29 sept. 2006.

²¹ Lucien Bouchard a pris le pouvoir aux lendemains de l'échec référendaire, du 30 octobre 1995 et il a démissionné comme chef de l'État le 10 janvier 2001. Par la suite, Bernard Landry a assumé l'intérim du pouvoir jusqu'à son assermentation le 8 mars 2001, et il a occupé la charge et fonction de premier ministre du Québec jusqu'au 14 avril 2003, jour de l'élection du gouvernement de Jean Charest.

²² PC, « Pièces d'automobiles en aluminium. Raufoss installe son usine à Montréal », *Le Quotidien*, 19 janvier 2001, p. 13.

tation d'énergie », et qu'un projet d'aluminerie, « doit impérativement avoir des répercussions positives sur la deuxième et la troisième transformation » ²³.

« Un projet appuyé par l'État ne doit pas être exclusivement dédié à la production de lingots. Un calcul doit être effectué, soit quelle est la fonction de la quantité d'énergie par rapport à ce que ça va donner en création de richesses, et donc d'emplois et de valeur ajoutée. Le procès des lingots est terminé.— Il faut qu'on impose des conditions de création d'emplois. » ²⁴

« Créer de la richesse » est une chose ; développer une toute autre ! Quelqu'un aurait dû répliquer à M. Landry —un économiste qui doit pourtant en savoir un peu sur cette sorte de subtilité— qu'il y a toute une différence entre « croissance » et « développement ». La croissance concerne le milieu des affaires d'abord ; c'est une augmentation absolue et relative, sans égard à toute préoccupation de développement. Alors que le développement concerne la fraternité et la justice sociale ; c'est une croissance répartie sur l'ensemble du corps social, sans génération d'inégalités entre les régions constitutives de l'ensemble. Du « développement », c'est ce qu'ont justement évité de faire les gouvernements successifs depuis 1970, c'est ce qui n'a pas eu lieu au Saguenay–Lac-Saint-Jean sous Parizeau, Bouchard, Landry et Charest, et c'est ce que M. Landry n'a pas fait quand il a été en mesure de changer les choses !

Au niveau de l'effondrement de l'industrie forestière qui marque la misère des régions ressources au cours de ces dernières années, encore là tout était prévisible ! L'État et les forestière n'ont rien fait pour éviter le pire. Sous l'oeil complice d'un État servile qui n'est qu'un gérant de service pour elles, les forestières sont passées au plus facile : elles ont entrepris, à partir de 1970, de fusionner pour absorber la concurrence : (1974, fusion Abitibi-Price) ; (1989, fusion Stone-Consolidated) ; (1997, Abitibi-Price et Stone-Consolidated, ce qui ne fut, du reste, que la fusion d'une méga dette de 3 G\$). Fermant ainsi la bou-

²³ Marc St-Hilaire, « "Il faut des conditions d'emplois" – Bernard Landry », *Le Quotidien*, 4 octobre 2006, p. 3.

²⁴ Ibid.

cle, le développement de l'industrie forestière en Chine finira d'avaler le reste. Les papetières québécoises n'ayant délibérément pas investi dans leur parc industriel et n'ayant prélevé que les dividendes d'un patrimoine amassé sur le dos des régions depuis 1842, les gouvernements successifs n'ayant rien fait pour empêcher ce brigandage honteux des ressources naturelles du pays, on ne s'étonnera donc pas de voir fermer les usines les unes après les autres et d'apprendre que le Saguenay—Lac-Saint, continue toujours de produire 25% de la matière ligneuse du Québec alors qu'il n'en retire qu'environ 5 ou 6% de l'emploi lié à la forêt dans tout le Québec.

Lors de son dernier budget (année 2006), le gouvernement du Québec de M. Charest a mis 925 M\$ dans le fond d'aide à l'industrie forestière. Prévoyant faire des élections au cours de l'année, le plat de résistance du plan consistait en des prêts de 425 M\$ consentis aux entreprises de première transformation pour moderniser leurs installations. Outre les prêts garantis par ces prêts détenus en fiducie, le gouvernement avait accordé un crédit de taxe sur capital de 15% aux entreprises qui achètent de l'équipement neuf ²⁵. Résultat de ce plan : aucune industrie n'ayant l'argent pour faire des investissements, celles-ci ne se sont tout simplement pas prémunies de ces possibilités d'emprunts et le gouvernement s'est retrouvé sans autre alternative pour limiter les dégâts et parer au pire.

Donner des possibilités de crédit à des entreprises désuètes, mésadaptées et nullement préparées pour survivre à l'arrivée de ces nouveaux joueurs que sont l'ex-URSS et la Chine, le plan d'aide du gouvernement Charest équivalait à toute fin pratique à donner un parachute troué à des parachutistes qui n'ont pas eu l'intelligence d'endosser leurs parachutes avant de sauter dans le vide.

Comprenons que la crise actuelle est structurelle et non conjoncturelle. Ce qui veut dire qu'elle s'est préparée depuis longtemps, qu'elle était prévisible et évitable, et qu'il est trop tard aujourd'hui pour la rapiécer car les organes vitaux sont atteints. Ce programme gouvernemental de prêts aux entreprises forestières en difficulté qui échoue

²⁵ Hélène Baril, « Secteur forestier : des mesures d'aide inutiles », *Le Quotidien*, 29 août 2006.

faute de joueurs, la fermeture récente du jardin zoologique de Québec malgré les 38 M\$ donnés en cadeau discrétionnaire à un zombie, et les 253 M\$ de fonds publics engloutis en pure perte dans la papetière de Chandler (sur un projet initialement évalué à 496 M\$ et devant correspondre à la toute fin pour... 85% du montage financier, par l'État québécois, d'une entreprise relevant a priori du privé²⁶), témoignent de l'amplitude de la dérive étatique. Cette faillite de notre administration provinciale démontre, en effet, à quel point l'État du Québec s'est détourné de sa mission souveraine qui est le bien public, à quel point il a perdu tout contrôle sur notre avenir économique collectif, et à quel point il n'a pas idée de ce qu'il faut faire pour diminuer la vitesse de notre effondrement. Ici comme ailleurs : TOUT EST IMPROVISÉ !!!

Ce qu'il faut comprendre de ces échecs en cascade, c'est que l'industrie forestière québécoise a été et est toujours victime d'un suicide assisté par l'État qui a laissé puiser dans la ressource sans se soucier de l'avenir. Habituees de tirer le maximum de ressources sans contraintes, les forestières ont mangé le patrimoine dont elles avaient la garde et ont continué de verser des dividendes substantiels aux actionnaires. Plutôt que d'investir en vue de se préparer à la concurrence de l'ex-URSS et de la Chine, ces multinationales ont tout simplement décidé d'absorber la concurrence montante en se cannibalisant entre elles par des fusions, jusqu'à ce que le coeur soit atteint. Maintenant qu'il ne reste plus que des lambeaux, les survivantes, qui sont endettées jusqu'aux oreilles, quêtent les derniers dollars de l'État en continuant de jouer aux riches, et tentent de tirer les derniers marrons du feu sous le regard d'un État qui n'est décidément plus capable de prendre des décisions.

²⁶ PC, « Enquête sur la Gaspésie. Bernard Landry écorché », *Le Quotidien*, 7 mai 2005. Robrt Dutrisac, « Les pressions de Landry ont tué la Gaspésie. Tembec, la SGF et la FTQ sont également montrées du doigt dans le rapport Lesage », *Le Devoir*, 7-8 mai 2005. PC., « Dépassement à la Gaspésie. Landry impute le désastre à Charest », *Le Journal de Québec*, 9 mai 2005. Mélyssa Gagnon, « Floué dans le dossier de la Gaspésie, le rapport Lesage plaît à Lépine », *Le Quotidien*, 10 mai 2005. « La Gaspésie "Landry s'est coiffé du bonnet tout seul" –Le juge Lesage », *Le Journal de Québec*, 10 mai 2005. Martin Ouellet, « Naufrage de la Gaspésie. Les chefs rivalisent d'incompétence », *Le Quotidien*, 11 mai 2005, p. 39. Alain Dubuc, « Le chantier en folie », *Le Quotidien*, 13 mai 2005.

En 2000, lorsque j'ai conclu mon livre sur la forêt, la situation de l'emploi était celle-ci : La part de la forêt publique du Saguenay–Lac-Saint-Jean confiée à la grande entreprise, était de 88,4%, alors qu'elle était de 49% en 1950. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean contribuait pour 25% de la matière ligneuse au Québec, alors qu'il ne détient que 16% du volume marchand brut, et qu'il ne retirait alors, en bout de piste, que 10% des emplois liés à la forêt au Québec (contre 14% des emplois en 1990) et alors que Montréal, qui ne détient aucune réserve forestière commerciale pour faire tourner son industrie forestière, recevait 15% des emplois liés à ce secteur d'activités au Québec ²⁷. Aujourd'hui, avec les fermetures d'usines répétées et récurrentes, considérons que notre région ne récolte plus que 5% ou 6% des emplois. On crève en région pendant qu'on danse à Montréal, et le scénario du pire se poursuit...

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Un effondrement, prévisible sinon sciemment préparé, qui n'empêche toujours pas les forestières de réclamer encore de l'aide gouvernementale et encore des arbres après avoir pillé tout ce qu'elles ont pu, une aide cosmétique que s'empresse de leur accorder le gouvernement actuel (450 M\$) en sachant fort bien que cette somme est vouée à une pure perte. Voilà qui inspire bien mal pour l'avenir, le nôtre ! Cela étant, je laisse le privilège de la conclusion à un auteur du Saguenay, qui savait de quoi il parlait quand il causait des gouvernements du Québec et des grands exploiters anglo-américains auxquels ils sont mortellement soumis :

« Les descendants des esclavagistes des États-Unis ont hérité des principes sociaux de leurs ancêtres ; par atavisme ils sont encore accapareurs, égoïstes et dominateurs. »

²⁷ Russel Bouchard, Annales de l'industrie forestière au Saguenay–Lac-Saint-Jean (1945-2000), Chicoutimi, 2004, pp. 499-504.

Ne trouvant plus chez eux un champ d'exploitation fertile pour assouvir leur ambition, ils ont tourné les yeux vers leurs voisins du Nord qu'ils connaissaient pour un peuple bénévole, sans défiance, habitué à plier sous la férule et ayant pour symbole « un mouton ».

Ayant ouïe dire que ce peuple n'était bon qu'à être porteur d'eau ou scieur de bois, ils en ont conclu que toutes les richesses naturelles que renfermait son pays, pourraient facilement s'acquérir pour quelques dollars, une chanson ou une grimace.

S'aboucher avec les maîtres politiques de Québec fut pour eux un jeu. Alors commence par « les vendeurs du Temple », la spoliation du domaine national. »

Et c'est signé Louis-Philippe Côté, *L'esclavage au royaume du Saguenay / Dépouillés, exploités, esclaves dans notre propre province, un monument à la honte du Régime », 1926.*

Russel Bouchard
6 octobre 2006

Fin du texte